



Conseil économique et social

Distr. limitée
27 juin 2012
Français
Original : anglais

Comité du programme et de la coordination

Cinquante-deuxième session

4-29 juin 2012

Point 7 de l'ordre du jour

Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa cinquante-deuxième session

Projet de rapport

Rapporteuse : M^{me} Imelda Smolcic (Uruguay)

Additif

Projet de cadre stratégique pour la période 2014-2015

[Point 3b)]

Programme 6

Affaires juridiques

1. À sa 14^e séance, le 12 juin 2012, le Comité a examiné le programme 6 (Affaires juridiques) du projet de cadre stratégique pour la période 2014-2015 [A/67/6 (Prog. 6)].

2. La Secrétaire générale adjointe aux affaires juridiques et Conseillère juridique a présenté le programme et répondu aux questions posées pendant l'examen auquel le Comité a procédé.

Examen de la question

3. Les membres du Comité se sont dits favorables au programme. Ils ont souligné l'importance des services juridiques fournis aux organismes des Nations Unies. Ils ont également fait remarquer l'importance des activités du Bureau des affaires juridiques, qui permettaient aux États Membres de délibérer en temps voulu et en disposant des informations nécessaires. Il a été noté que les activités du Bureau des affaires juridiques étaient axées sur la demande.



4. On a souligné le rôle du Bureau des affaires juridiques dans le règlement des différends entre le Secrétaire général et le personnel dans le cadre du système d'administration de la justice de l'Organisation des Nations Unies. On a insisté sur le fait qu'il importait de préserver les droits légitimes et les devoirs du personnel. Il a été jugé qu'en améliorant le fonctionnement du système d'administration de la justice, on rendrait le climat moins propice aux différends.
5. S'agissant de l'exécution du programme en 2010-2011, il a été noté que les travaux du Bureau des affaires juridiques avaient permis de réduire les pertes essuyées par l'Organisation.
6. Les membres du Comité ont approuvé et salué les résultats d'ensemble et l'action du Bureau des affaires juridiques, notamment en ce qui concerne la protection des intérêts juridiques de l'Organisation.
7. Des éclaircissements ont été demandés quant aux conséquences de la fermeture des tribunaux pénaux internationaux et de la liquidation de missions politiques spéciales et d'opérations de maintien de la paix pour la charge de travail du Bureau des affaires juridiques.
8. Les membres du Comité se sont félicités des mesures prises au titre du programme pour protéger et préserver la mémoire institutionnelle de l'Organisation, et des programmes visant à promouvoir, enseigner et diffuser le droit international.
9. Les membres du Comité ont approuvé la tenue de cours de droit international à l'échelle régionale en différents endroits du monde, le Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international, la Médiathèque et les programmes de bourses.
10. Des précisions ont été demandées sur l'étendue des services offerts par le Bureau des affaires juridiques, tout particulièrement en ce qui concerne l'appui aux pays en développement, et sur la procédure de numérisation et de mise à disposition des traités internationaux.
11. Il a été estimé que le cadre stratégique du programme devrait tenir compte du fossé technologique séparant les pays et de ses éventuelles conséquences pour l'harmonisation du droit international.
12. Il a été constaté qu'on ne disposait que de peu d'informations sur ONU-Océans.
13. Il a été indiqué que la relation entre le Bureau des affaires juridiques et la Cour internationale de Justice devrait être davantage mise en relief dans le cadre stratégique.
14. Certains membres se sont inquiétés des difficultés rencontrées par les délégations et les fonctionnaires participant aux réunions organisées par l'ONU pour obtenir les nécessaires visas d'entrée dans certains pays. Il a été jugé que les pays accueillant des bureaux, des conférences et des réunions devraient faciliter la délivrance rapide de visas.
15. Certains se sont dits préoccupés par l'absence, à Genève (Suisse), d'un comité des relations avec les pays hôtes qui serait chargé de veiller à ce que ceux-ci s'acquittent de leurs obligations juridiques à l'égard des États Membres.

16. Des membres se sont inquiétés de ce que certaines opinions juridiques données par le Bureau des affaires juridiques étaient contraires à certaines résolutions de l'ONU portant sur des sujets très sensibles, ce qui nuisait aux délibérations et aux décisions des États Membres. Il a été estimé que l'Assemblée générale devrait s'efforcer de régler ce problème.

17. Des questions ont été posées sur les procédures mises en place par le Bureau des affaires juridiques pour veiller à ce que tous les fonctionnaires du Secrétariat respectent pleinement les mandats confiés par l'Assemblée générale, y compris lorsqu'ils mettent en œuvre des initiatives. À cet égard, des délégations ont souligné qu'il importait au plus au point que le Secrétariat respecte les attributions conférées par la Charte aux principaux organismes des Nations Unies.

Conclusions et recommandations

18. Le Comité recommande à l'Assemblée générale de réfléchir aux moyens qui permettraient d'exécuter les fonctions envisagées au paragraphe 6.11 du programme consacré aux affaires juridiques au Siège de l'ONU en vue de renforcer, selon que de besoin, la mise en œuvre des accords avec le pays hôte, en tenant compte des opinions des États Membres concernés.

19. Le Comité souligne l'importance du Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international, et recommande que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de faire en sorte que les efforts nécessaires soient fournis pour garantir une participation plus large à ce programme et pour renforcer les activités de formation axées sur le renforcement des capacités, dans le cadre de l'aide technique et juridique fournie aux États au titre du sous-programme 3.

20. Le Comité souligne également que les cours de droit international organisés à l'échelle régionale et la Médiathèque de droit international continuent d'être utiles pour le renforcement des capacités, et recommande que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de mobiliser un appui en faveur de ces initiatives aux fins de l'enseignement et de la diffusion du droit international de façon à favoriser une plus large compréhension, compte tenu des dispositions du paragraphe 7 de la résolution 66/97 de l'Assemblée générale.

21. Le Comité recommande en outre que les débats sur la réduction du nombre de documents publiés par le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences ne concernent pas les publications juridiques ni le matériel didactique relevant du Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international, qui sont indispensables à la diffusion du droit international, compte tenu des dispositions du paragraphe 8 de la résolution 66/97 de l'Assemblée générale.

22. Le Comité, soulignant qu'il importe d'apporter un appui aux États pour l'enregistrement des traités prévu à l'Article 102 de la Charte, recommande de renforcer l'appui aux activités d'enregistrement et de diffusion des traités, notamment sous forme électronique.

23. Le Comité recommande que l'Assemblée générale approuve le texte explicatif du programme 6 (Affaires juridiques) du projet de cadre stratégique pour la période 2014-2015, sous réserve des modifications suivantes :

Sous-programme 1

Services juridiques fournis à l'ensemble du système des Nations Unies

Paragraphe 6.11

Remplacer le texte du paragraphe par ce qui suit :

« Le Secrétaire général, en sa qualité de dépositaire de l'Accord de Siège, renforcera la mise en oeuvre de l'Accord, en particulier les sections 11 et 13 a) de l'article IV, établissant l'obligation juridique faite au pays hôte de délivrer des visas d'entrée aux fonctionnaires de tous les États Membres assistant aux réunions et conférences organisées par l'Organisation des Nations Unies, conformément au paragraphe 107 du rapport du Comité du programme et de la coordination, tel qu'entériné par l'Assemblée générale dans sa résolution 65/244. »

Sous-programme 4

Droit de la mer et affaires maritimes

Paragraphe 6.24

À la fin du paragraphe, supprimer « en particulier ONU-Océans ».